
Des États Unis d'Europe à la Démocratie Latine. Les projets transnationaux des républicains espagnols au XIX^e siècle

*From the United States of Europe to the Latin Democracy. Spanish Republican
Trans-national Projects in the Nineteenth Century*

Florencia Peyrou



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/12799>

DOI : 10.4000/cdlm.12799

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2019

Pagination : 101-112

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Florencia Peyrou, « Des États Unis d'Europe à la Démocratie Latine. Les projets transnationaux des républicains espagnols au XIX^e siècle », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 99 | 2019, mis en ligne le 01 juillet 2020, consulté le 04 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/12799> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.12799>

Ce document a été généré automatiquement le 4 mars 2021.

© Tous droits réservés

Des États Unis d'Europe à la Démocratie Latine. Les projets transnationaux des républicains espagnols au XIX^e siècle

*From the United States of Europe to the Latin Democracy. Spanish Republican
Trans-national Projects in the Nineteenth Century*

Florencia Peyrou

- 1 Dans une étude centrée sur les origines du républicanisme espagnol, Alberto Gil Novales signalait l'influence qu'exerçaient, à la fin du XVIII^e siècle, les modèles des républiques classiques de Grèce et Rome parmi certains secteurs, surtout en ce qui concerne la question de la vertu civique. La République nord-américaine était aussi admirée dans des livres comme celui de Francisco Álvarez, *Noticia del establecimiento y población de las colonias inglesas en la América septentrional* (Notice sur l'établissement et le peuplement des colonies anglaises dans l'Amérique septentrionale), publié en 1778. On soulignait son efficacité, mais elle était vue, simultanément, comme un fait lointain et non reproductible qui ne pouvait pas se reproduire en Espagne. Un peu plus tard, la Révolution Française eut un énorme impact. Quelques néologismes comme le mot « patriote » entrèrent dans le vocabulaire espagnol et, plus important encore, certaines régions espagnoles furent occupées par l'armée française et leurs habitants vécurent sous régime républicain. Dans ces régions il y eut une minorité de collaborationnistes comme Romero et Aldamar, en Guipúzcoa, ou le catalan Cayrol. Dans d'autres endroits surgirent des propagandistes et des sympathisants de la Révolution. Cependant, Gil Novales conclut que, sans doute à cause de l'influence négative exercée par la Terreur, pendant la première moitié du XIX^e siècle l'idée républicaine a eu peu de faveur en Espagne¹. La république signifiait pour les libéraux et les conservateurs une « menace suprême de désordre politique et dissolution sociale »². Les groupes les plus avancés ont considéré pendant plusieurs années que si la liberté et la souveraineté nationale étaient garanties, la question de la forme d'État n'était pas spécialement importante.

Aussi, plutôt que d'échafauder un système républicain, ont-ils cherché à formuler la théorie d'une monarchie subordonnée à la volonté nationale³.

- 2 Les premiers républicains espagnols sont apparus dans la sphère publique à la fin des années 1830. La plupart d'entre eux étaient des libéraux avancés qui ont radicalisé leurs positions après une expérience marquée par « l'aspiration à l'exercice effectif de la souveraineté nationale », constamment contrecarrée par l'intervention de la couronne⁴. Celle-ci rejeta de plus en plus le principe, pourtant inscrit dans la Constitution de 1837, d'une souveraineté partagée entre le monarque et les Cortes. Cette attitude, jointe à la politique de réaction pratiquée par les modérés au pouvoir jusqu'en 1840, éloigna de la monarchie constitutionnelle les libéraux les plus avancés, qui finirent par voir dans la royauté le principal obstacle à un régime de la liberté. Rupture consommée par la Constitution de 1845, qui renforçait énormément les pouvoirs du souverain, et plus encore par l'application qu'en fit Isabelle II. Usant et abusant des dissolutions, gouvernant à coup de décrets royaux, la reine en vint à s'identifier politiquement au parti modéré au lieu d'exercer un pouvoir constitutionnellement modérateur. En fin de compte, le Manifeste publié en 1858 par la Junte Nationale du Parti Démocratique Espagnol considérait la république comme consubstantielle à la démocratie. En 1868, le Parti Démocratique prenait le nom de Parti Démocratique Républicain Fédéral⁵.
- 3 Mais la *républicanisation* de beaucoup de démocrates a été marquée aussi par le contact avec des modèles et des expériences étrangères, une question qui n'a pas été jusqu'à présent étudiée en profondeur. L'importance de l'Indépendance des États Unis et de la Révolution Française est indiscutable. Elles étaient considérées par les républicains espagnols eux-mêmes comme des véritables mythes constitutifs, comme le moment de « l'inauguration la plus sublime et la plus lumineuse d'une nouvelle ère »⁶. Cependant, si le modèle nord-américain a été une référence permanente tout au long du XIX^e siècle, la relation des républicains espagnols avec les expériences républicaines françaises a été plus complexe.
- 4 Les républicains espagnols se déclaraient héritiers de la Révolution de 1789, « mère des Cortes de l'année 12 »⁷ et principe inaugural du mouvement européen vers la démocratie. Mais la République de 1793, et plus tard celle de 1848, ont été en général rejetées. Autrement dit, c'était la dimension révolutionnaire universelle de 1789 qui était généralement valorisée, mais les modèles concrets d'organisation politique issus de la Révolution ont été jugés assez sévèrement⁸. La vision de la Première République était marquée par l'expérience de la Terreur. Dans un article anonyme publié dans *El Huracán* en 1841, l'auteur affirmait que « nous ne voulons ni imiter le Comité de Salut Public ni les girondins, ils ne sont pas nos modèles, nous ne trouvons ni chez les uns ni chez les autres les critères pertinents qui doivent guider les révolutions modernes »⁹. Quelques années après, en 1856, un publiciste anonyme du journal *La Asociación* disculpait « d'une certaine manière les événements du 93 », parce qu'ils étaient issus de « circonstances fatales et extrêmement extraordinaires ». Mais en tout cas, il rejetait absolument la réédition d'événements pareils : « aucun peuple de l'Europe, les Allemands et les Anglais ceux qui pensent que les événements du 93 peuvent faire marcher et consolider la cause de la liberté sont tout au moins des idiots »¹⁰.
- 5 Le modèle d'une république *une et indivisible* était aussi repoussé, en tant qu'obstacle à l'égalité. L'activiste José María Orense expliquait que la centralisation du pouvoir, adoptée par la Convention pour « acquérir des forces et être capable de lutter contre

l'Europe coalisée », avait été « bonne comme mesure transitoire », mais elle était une « calamité » comme mesure permanente. La centralisation, poursuivait-il, rendait la nation « esclave des dominateurs de la capitale »¹¹. Emilio Castelar, pour sa part, affirmera plus tard qu'une république centralisée, « dans laquelle l'administration de la capitale et la direction du gouvernement seraient trop puissantes, tombera dans les mains d'une oligarchie de bureaucrates »¹². Le républicanisme espagnol, en effet, fut, dès ses débuts, fédéraliste, entendant conjuguer, dans une perspective toquevillienne, centralisation politique et décentralisation administrative. Ce qui contribua aussi au rejet de la Seconde République française, caractérisée de la sorte par Orense : « grande armée, énorme budget, centralisation étouffante ». Jacobinisme aggravé, de surcroît, par une imitation maladroite du présidentielisme américain : « absurde en tout état de cause, et politiquement suicidaire avec un Louis Napoléon à l'Élysée ». L'échec de la tentative française devait, selon le même auteur, instruire les républicains et les dissuader, le cas échéant, d'adopter une constitution risquant de conduire au retour de la monarchie. Le pouvoir central devait avoir « pour objectif principal la conservation de l'unité nationale. Le gouvernement des peuples devait résider dans les états »¹³.

- 6 Les Français ne servaient pas non plus de modèle comme référence stratégique. Orense déplorait leur impulsivité et leur tendance à l'improvisation. Et il ajoutait que les Allemands et les Anglais constituaient à cet égard un meilleur exemple à suivre, car ils expliquaient « jusqu'à satiété leur système afin que tout le monde sache ce qu'il est. C'est le chemin le plus long, mais le plus sûr »¹⁴. Castelar, de son côté, expliquait que le problème de la France tenait à ses « brusques changements de l'absolutisme à l'anarchie et de l'anarchie à l'absolutisme » ; ses « excès de libertés réprimés par des excès de dictatures » ; ses « tendances vers l'égalité » qui donnaient lieu à des « oligarchies bureaucratiques » ; et la combinaison de la « proclamation de principes humanitaires avec des procédés de terreur, de guerre »¹⁵. D'autre part, Orense affirmait aussi que les deux républiques françaises s'étaient montrées capables de tirer les leçons de leurs erreurs et de les rectifier, dans une quête de perfectionnement : en 1793 on avait abusé de l'échafaud politique, « et leur premier objectif en 1848, sans que les autres partis l'eussent demandé, a été d'abolir la peine de mort en matière politique ». Mazzini avait été même plus radical à Rome, « il l'a abolie entièrement »¹⁶. La France constituait sans doute une référence complexe. Si les modèles de république que l'on y avait établis étaient repoussés, elle était tout de même un point de repère permanent pour les républicains espagnols, très influencés par ses formes d'organisation, ses principes cardinaux (liberté, égalité, fraternité), ses symboles (bonnets phrygiens, drapeaux tricolores, images de Marianne) et les discours de ses principaux activistes démocrates, républicains et socialistes¹⁷.
- 7 En ce qui concerne les États-Unis, en 1835 le Maréchal de Camp Pedro Méndez Vigo, qui fut l'un des premiers libéraux espagnols à manifester ouvertement son républicanisme, signalait que le gouvernement républicain n'avait jamais été aussi bien compris et appliqué qu'aux États-Unis d'Amérique, « république heureuse » fondée sur trois principes cardinaux : suffrage universel, jury et séparation État-Église. Vigo expliquait que dans les premières années de l'existence de cette république, deux partis s'étaient affrontés dans la presse et dans les tribunes : le fédéraliste ou aristocratique, et le démocratique. Dès l'arrivée de Jefferson au pouvoir, c'est le deuxième qui a dominé, et depuis le premier a graduellement disparu. En conséquence, il n'y avait pas de peuple « où les droits des citoyens fussent plus respectés, où les individus eussent une plus

grande participation au gouvernement, et où les masses fussent plus parfaitement nivelées tous les jouissances sociales »¹⁸.

- 8 Peu après, en 1841, le curé républicain José González Menéndez manifestait son admiration pour les « États anglo-américains » parce qu'ils formaient « une puissante confédération purement démocratique » : « là-bas, il n'existe pas d'aristocratie de naissance, de classe ni d'élection, ni même de talent ou de richesse, parce que là-bas la richesse produit des commodités mais pas de pouvoir, ni politique ni social ». Menéndez n'évitait pas le point noir de l'esclavage, refusé au nom d'un régime de véritable égalité. Il n'occultait pas non plus son admiration pour la prospérité qui régnait aux États-Unis :

Les chemins de fer, les canaux, la navigation à vapeur ne sont pas aussi généralisés ni aussi parfaits dans aucune nation, même l'anglaise ; les capitaux surabondants, le bien-être matériel, la culture et l'instruction du peuple ne peuvent se comparer avec aucun autre ; et finalement, là-bas il n'existe pas de mendicité, et l'étranger qui vient d'arriver avec des bonnes dispositions pour le travail est certain de trouver rapidement un moyen de subsistance¹⁹.

- 9 En définitive, pour lui « la république fédérée anglo-américaine » était « la plus semblable aux institutions que nous voulons pour la péninsule »²⁰. Menéndez signalait qu'il connaissait ce modèle politique grâce à la lecture de Tocqueville, de Chevalier, de Murat et de la « plupart des voyageurs modernes qui ont examiné et décrit l'état de ces puissantes et heureuses républiques »²¹.

- 10 Ces conceptions sont restées relativement invariables pendant plusieurs années. En 1860, Fernando Garrido célébrait la liberté qui régnait aux États-Unis, cause en même temps de leur incroyable prospérité. Garrido soulignait la croissance progressive et permanente de leur population, de leur marine marchande, ainsi que leur niveau d'instruction élevé, son excédent budgétaire, le salaire réduit de son président et les petites dimensions de son armée. Mais le plus important était les institutions politiques :

Elles sont les plus libres jamais pratiquées jusqu'à présent, dans n'importe quelle nation. Les droits individuels sont garantis par la loi et par la coutume. La liberté de presse est une véritable liberté, étant donné qu'il n'y a aucune entrave légale qui s'oppose à son exercice. [...] Le droit de réunion, sans armes ou avec armes, est illimité ; et en ce qui concerne le droit d'association, il suffit de dire qu'il y a des associations formées avec l'objectif public de dissoudre la confédération des états qui composent la république. Les titulaires de tous les mandats publics sont élus par le peuple, et comme le jury applique les lois, l'opinion publique est, dans tous les cas, le véritable souverain du pays. La religion, complètement indépendante de l'État, est un acte de conscience et non pas un devoir social, d'où la sincérité de tous les actes religieux et la moralité des ministres de tous les cultes, parce que leur subsistance dépend de la volonté des fidèles et non pas du gouvernement qui n'intervient pas dans ces affaires. Donc, s'ils veulent que le sacerdoce produise suffisamment pour vivre, ils doivent être par force des modèles de probité et vertu. On pratique simultanément aux États-Unis quelque quarante religions différentes²².

- 11 Garrido mentionnait aussi les horreurs de l'esclavage, mais il était confiant dans sa prompte disparition. Eugenio García Ruiz, de son côté, soulignait un an après que « laissant de côté la tache de l'esclavage, la démocratie a régné aux États-Unis ». Et l'on devait à la démocratie la croissance de la population qui passa de quatre millions en 1787 à près de quarante millions vers 1860. Également, les États-Unis devaient à la démocratie leur commerce, industrie, marine, et en définitive leurs richesses fabuleuses. Pour Garcia Ruiz,

Une fois que les Nord-Américains ont été maîtres de leurs destins, ce qu'ils ont fait premièrement fut de se donner une Constitution fédérale, chaque État se gouvernant au moyen d'un Code à sa convenance. [...] Il n'a véritablement pas existé une démocratie plus parfaite que celle des États-Unis, et c'est en vain que les absolutistes et réactionnaires de l'Europe ont essayé de la dénigrer avec des calomnies. Là-bas la liberté dans toutes les manifestations de la vie publique et privée n'a jamais été un vain nom ; là-bas, reconnus dans la Constitution, on a mis en pratique les principes de la plus absolue égalité devant la loi, qui est la seule égalité réalisable dans ce monde, si l'on veut qu'elle coexiste avec la liberté, qui est le plus grand bien de la nature ; là-bas, enfin, l'homme libre a respiré à l'intérieur de l'état social, égal à tous ses semblables, maître absolu de toutes ses actions en tant qu'être en relation avec la société, en relation avec Dieu, en relation avec tout ce qui l'entoure²³.

- 12 García Ruiz remarquait l'élection de tous les représentants de la nation par le suffrage de tous les citoyens de plus de 25 ans, et l'élection du Sénat par l'autorité législative de chaque état. Le président avait le droit de veto une seule fois, et en dehors de cette prérogative était avant tout le commandant en chef de l'armée. Ses fonctions duraient quatre ans. Il soulignait aussi l'existence du jury et l'absence des titres de noblesse, ainsi que la garantie des droits individuels sacrés et constitutionnellement hors d'atteinte de la loi elle-même. Finalement, il louait le système pénitentiaire, qui minimisait les punitions et essayait de mener les criminels par le chemin de la vertu²⁴.
- 13 Cette admiration pour les États-Unis a contribué sans doute à promouvoir le projet, partagé par la plupart des républicains et démocrates européens, de former les *États Unis d'Europe*. Ce projet se référait à ceux qu'avaient déjà ébauchés l'Abbé de Saint-Pierre, Rousseau ou Kant. Les saint-simoniens, notamment Enfantin, avaient à leur tour repris l'idée dans les pages du *Globe*, comme Buchez dans *L'Européen*, Lamennais dans *L'Avenir*, puis Considérant, Leroux, Mazzini, Ruge et Hugo, dans divers écrits. Généralement on rêvait d'une confédération européenne fondée sur un nouveau droit international qui assurerait la paix continentale à travers l'arbitrage des conflits confié à un tribunal spécial. Ces idées furent débattues au cours des nombreux Congrès pour la Paix et l'Unité de l'Europe organisés successivement à Londres (1843 et 1851), Bruxelles (1848), Paris (1849), Francfort (1850), Edimbourg (1853) et Genève (1861 et 1867). Victor Hugo, Quinet, Favre, Reclus, Stuart Mill et Castelar assistèrent à ce dernier. Ce dernier congrès dont naquirent le projet de Ligue pour la Paix et la Liberté et le journal *Les États Unis d'Europe*, publié de 1868 à 1939²⁵.
- 14 En Espagne, le journal démocratique *El Eco del Comercio* a demandé en mars 1848 la formation des États Unis d'Europe, parce que l'Europe constituait « une seule grande nation, bien que divisée en plusieurs provinces ». Quelques années plus tard, Orense signalait que le développement des idées en Europe tendait vers l'établissement d'un « système analogue, autant que possible, à celui des États Unis », et Garrido demandait la « fédération de toutes les nations de l'Europe, afin de faciliter le désarmement de toutes les armées ». Tous les conflits se règleraient au sein de « parlements européens ». La fédération permettrait de resserrer les liens « qui unissent à toutes les races du continent », et d'établir la liberté de commerce et la libre circulation de « choses et personnes »²⁶.
- 15 La fédération européenne imaginée par Garrido s'inspirait plutôt d'un modèle confédéral, et aurait agrégé des fédérations nationales « dans un corps politique dont les liens ne pourraient pas entraver l'indépendance de chacune d'entre elles ». Son objet serait de garantir la liberté de toutes les nations membres et de généraliser dans

le monde, surtout parmi les peuples les plus barbares et arriérés, les principes de la liberté, de la justice et de la tolérance ». Cela impliquait à ses yeux l'abolition des armées nationales permanentes au profit d'une armée confédérale. Constituée de petits contingents nationaux, celle-ci aurait défendu les frontières communes contre les barbares ou sauvages ». La confédération fonctionnerait grâce à trois institutions fondamentales : une assemblée des députés « chacun nommé par un demi-million d'habitants », un sénat « où chaque État aurait trois représentants au moins ».

Le congrès débattrait les lois, le sénat les approuverait ou refuserait, et le pouvoir exécutif les mettrait en pratique. Le sénat se réunirait une fois par an, pour se constituer en grand jury et se prononcer sans appel sur les plaintes que des individus, municipes ou provinces auraient contre leurs nations respectives, ou sur les problèmes surgis entre diverses nations. Ces trois organes seraient indissolubles et renouvelables tous les ans par tiers ou par cinquième. Les attributions de la fédération européenne se limiteraient à diriger les relations extérieures de l'Europe ; à empêcher tout gouvernement d'attenter aux droits et libertés de sa nation ou d'une autre, qu'elle fût membre ou non de la fédération à légiférer en tout ce qui concerne les relations internationales, les courriers terrestres ou maritimes, les télégraphes, les grandes lignes de chemin de fer, les œuvres publiques d'utilité européenne²⁷.

- 16 Tous les citoyens européens seraient électeurs et éligibles pour les organes fédéraux, même en dehors de leur pays d'origine moyennant un certificat justifiant quelques mois de résidence. La Constitution fédérale garantirait les droits individuels « qui constituent le dogme de la démocratie », et aucun pouvoir national ni provincial ne pourrait légiférer sur ces droits ni les limiter. La capitale de cette grande confédération ne serait située dans aucune des capitales existantes. « Comme aux États-Unis », elle devrait siéger dans une ville neutre, par exemple une cité hanséatique ou suisse, « en honneur de la république qui a conservé sa libre fédération [...] pendant trois cents années ». Ainsi, concluait Garrido, la confédération européenne, qui permettrait de réaliser une économie annuelle de quatre milliards de réaux, assurerait la liberté de tous les peuples et individus et ouvrirait une nouvelle ère de paix, d'ordre et de progrès²⁸.
- 17 Le projet de configurer des États-Unis d'Europe n'a jamais disparu de l'horizon républicain espagnol, et son modèle a toujours été le nord-américain. Castelar, de fait, affirmait en 1874 que « pour arriver aux États-Unis d'Europe » il fallait « imiter les États-Unis de l'Amérique ». Mais à partir de 1850 le modèle nord-américain semble perdre de son attrait, non pas pour ses caractéristiques intrinsèques mais, surtout, à cause de la politique extérieure expansionniste menée par les États-Unis après la fin de la guerre du Mexique. Cela a généré un nouveau regard sur les républiques latino-américaines et l'émergence d'un projet transnational différent : celui de la *démocratie latine*.
- 18 Longtemps, les républiques latino-américaines firent en effet figure d'anti-modèle aux yeux des républicains espagnols, à cause de leur instabilité politique²⁹. Pedro Méndez Vigo, dans l'ouvrage cité, célébrait l'indépendance de ces pays réalisée sur les bases de la souveraineté populaire et du droit des peuples à se gouverner. Il se félicitait que les partisans du droit divin n'eussent pas pu s'opposer à l'enthousiasme révolutionnaire et que les nouveaux États ne fussent pas influencés par les vieilles monarchies européennes. Mais les États latino-américains étaient en proie à des luttes factieuses constantes, consécutives aux intérêts divergents des différentes classes de la « société hispano-américaine ». Unie dans la lutte pour l'indépendance, la population s'était, de

ce fait, divisée, une fois l'objectif atteint, entre tenants de l'héritage colonial et partisans du changement. Les principes de privilège et d'égalité, d'intolérance et liberté, sont alors entrés en collision. « Dans les constitutions et les lois organiques de certains États on a voulu contenter tout le monde », et cela a mené à la « démoralisation de toutes les classes »³⁰.

- 19 En 1854, on continuait à signaler que le désordre régnait dans « presque tous les états de l'Amérique ». Ils étaient le « théâtre des ambitions de tous ceux qui se disputaient le pouvoir » et ils manquaient de « constitutions véritablement démocratiques »³¹. Cette vision a seulement été nuancée par Castelar, vers 1874. Étant donné la complexité des sociétés sud-américaines, les transformations rapides y étaient à son avis très difficiles :

Il n'était pas suffisant de conquérir l'Indépendance pour acquérir un gouvernement d'ordre, ni de proclamer la République pour avoir une démocratie éduquée [...]. L'inexpérience de ces peuples nouveaux nés à la vie publique ; les difficultés des innovations récemment proposées dans la société, qui est de soi conservatrice ; la séculaire éducation coloniale ; les conséquences naturelles d'une guerre qui entraînerait tous les inconvénients de la dictature et le *caudillaje* (gouvernement d'un *caudillo*) ; tout ce qui dépendait de circonstances extérieures, complètement extérieures aux institutions, a été attribué par l'aveugle réaction à l'influence létale de la République³².

- 20 Cependant, il considérait que la période révolutionnaire, marquée par les guerres civiles, l'anarchie et les dictatures, était finie. On était passé maintenant à une période de stabilisation et d'organisation. La stabilisation était marquée par deux procès : le pouvoir suprême devrait procéder de la loi et non d'une révolution corrélativement, chaque président quitterait le pouvoir au terme constitutionnel de son mandat. Cette « merveilleuse transformation » avait déjà eu lieu en Amérique :

Le peuple autrefois colonisé, éduqué comme nous dans un long absolutisme ; à peine sorti de la servitude ; lancé de la terrible guerre pour l'Indépendance aux terribles guerres civiles ; des frémissements épileptiques de l'anarchie au repos légal de la dictature ; mélangé avec des races qui semblent inaccessibles à notre culture [...] ; a acquis par soi-même le sens politique nécessaire pour fonder ses pouvoirs sur la loi³³.

- 21 Castelar commentait la situation de quelques-unes de ces républiques : au Chili le pouvoir était stable et le gouvernement amovible ; l'Argentine avait une Constitution similaire à celle de la Suisse. Deux présidents s'étaient fait remarquer : « le général Mitre a conclu pacifiquement sa présidence, et a lâché le pouvoir quand la loi l'a exigé. Le docteur Sarmiento lui a succédé au vote solennel et régulier du peuple ». Au Mexique, Juárez rendait un « culte religieux à la légalité » : « il a restauré la patrie et la République [...]. Mais son plus grand mérite a été de conserver le gouvernement légal contre toutes les factions et tous les factieux ». L'exemple le plus digne, pour Castelar, était celui du Pérou. Après la mort du colonel Balta, tout laissé craindre le commencement d'une dictature militaire. Le peuple de Lima et de Callao s'est armé pour défendre ses droits et « la dictature est passée, rapide comme un délire ». Le peuple péruvien avait défendu ses lois, sa souveraineté et ses droits. L'arrivée au pouvoir du docteur Pardo signifiait, à son avis, que « les révolutions anarchiques, les dictatures sanglantes, le régime vulgaire de l'épée » étaient forclos en Amérique³⁴.

- 22 Il n'est pas facile de saisir comment cette nouvelle vision des républiques latino-américaines s'est lentement formée, surtout parce que durant de nombreuses années elles ont été absentes de la presse et des traités politiques républicains. Toujours est-il qu'à partir de la fin des années 1850, les républicains espagnols ont commencé à

défendre un nouveau projet : la formation d'une confédération de l'Espagne avec les « Républiques du midi de l'Amérique » pour impulser le progrès, consolider la démocratie, en finir avec le prétorianisme et « contenir la croissante audace des Anglo-Américains »³⁵.

- 23 Il faut tenir compte que, pendant la décennie de 1850, un *hispano-américanisme* s'était développé en Espagne, surtout parmi des groupes de la bourgeoisie commerciale espagnole qui essayaient de réactiver les relations d'échange et les liens culturels avec l'Amérique. Ils ont alors commencé à diffuser l'idée de l'existence « d'une communauté hispanique dans les deux côtés de l'Atlantique » qu'il fallait fortifier en construisant une communauté transatlantique « basée sur une identité culturelle similaire fondée sur la langue, la religion, l'histoire et les coutumes sociales »³⁶. Le développement des « ambitions expansionnistes des États-Unis dans les terres hispano-américaines », commencé avec l'annexion du Texas, a sans doute favorisé l'apparition de ce type de projets. La publication de l'*Essai sur l'inégalité des races humaines* de Gobineau, en 1853, a aussi joué un rôle fondamental. Beaucoup d'Espagnols et Latino-Américains, comme le souligne Leoncio López-Ocón, ont commencé à croire qu'il était nécessaire de reconstituer une « solidarité hispanique » pour faire face à la menace nord-américaine. Beaucoup d'entre eux, « influencés par les idées romantiques et racistes de Gobineau, ont conçu l'idée de l'hispanité en termes raciales, fondant leur théorie dans la démonstration d'une dialectique d'opposition raciale et d'affrontement entre Latins et Anglo-Saxons ». C'est ainsi qu'un grand nombre de projets furent élaborés, de la formation d'une alliance militaire à la constitution d'une confédération, en passant par la création d'une Ligue de nations hispaniques³⁷.
- 24 Les groupes républicains ont aussi assumé ces nouveaux postulats et ont commencé à défendre la confédération de l'Union Ibérique avec les républiques latino-américaines et « ayant les pays européens avec les mêmes racines de latinité, c'est-à-dire, la France et l'Italie »³⁸.
- 25 Castelar fut l'un des principaux défenseurs de ce projet. Dans un article publié dans *La América* en juin 1857, la race latine, provenant des civilisations de Grèce et Rome, se caractérise à ses yeux par la prééminence absolue de la société sur l'individu : « L'homme en train de se nier lui-même, voilà la société ancienne ». Au contraire, chez « les peuples du nord » c'était la personnalité humaine qui luisait dans « toutes ses institutions, dans toutes ses lois ». L'individu était donc le principe capital de cette race. Ainsi :
- Ces deux races ont donné naissance à deux grands traits historiques : le caractère latin et le caractère germanique. Le premier, avec des réminiscences des sociétés anciennes, est social ; le deuxième, imbibé de l'esprit moderne, est personnel, éminemment personnel ; la base du caractère latin est la société ; la base du caractère germanique est l'individu.
- 26 Les deux races se partageaient le continent américain. Le nord, peuplé par la race anglo-saxonne, était mû par l'intérêt, l'égoïsme, l'utilitarisme, s'inclinait vers le commerce et l'industrie et tendait vers l'expansionnisme. C'était une race froide, « dépourvue de tout instinct civilisateur », qui ne comprenait pas « la vie extérieure si elle n'avait pas forme d'entreprise mercantile : calculant les possibilités comme une somme de gains et de pertes ». La race latine, qui dominait le sud du continent, tendait vers l'abnégation et le sacrifice, était prêtresse, civilisatrice, martyre. En tout cas, il importait que la race latine sache « opposer force à force, confédération à confédération. Si les Anglo-Américains débordaient de leur territoire grâce à la

puissance de leur union, les Latino-Américains devaient les contenir en unissant leurs intelligences dans une même idée, leurs cœurs dans un seul sentiment ». Les Latino-Américains pouvaient atteindre cet objectif parce qu'ils n'avaient pas seulement « hérité » les traditions espagnoles ; ils avaient hérité aussi « le caractère espagnol, la force indomptable qui ne se relâche jamais [...], l'amour pour le sol sacré de la patrie qui préfère la mort au déshonneur ». L'Espagne était fondamentale pour « atteindre ce noble but ». Elle devait participer à l'union hispano-américaine comme un « apôtre », en exerçant une sorte d'autorité d'influences morales. Elle présiderait logiquement la confédération en sa qualité d'« initiatrice de la civilisation » en Amérique et de « mère de ses diverses nationalités », mais aussi parce que Castelar considérait que le peuple espagnol pouvait lui seul harmoniser le caractère germanique et le caractère latin. Il n'y avait pas d'autre nation où le « caractère social » eût assumé « une tendance plus individualiste, ni où l'individu se fût confondu davantage avec la société ». Et Castelar concluait :

[...] nous professons un grand culte à l'idée de la personnalité, et un grand respect à l'idée de société. Nous voulons l'individu élevé dans son droit ; nous voulons la société élevée dans l'idée de l'individu³⁹.

- 27 L'idée de la « confédération de la race latine » a gagné des adeptes au fur et à mesure que le siècle avançait, et non pas seulement en Espagne. Selon Lily Litvak, la « conscience pan-latine » a augmenté après la défaite française de 1870, ainsi que la peur « à la menace germanique » et la « croyance en un antagonisme entre les deux races », a commencé à s'évanouir lors de la décennie de 1890, surtout après la défaite espagnole de 1898⁴⁰. L'idée d'une décadence des peuples latins commençait à prendre forme. Vers 1885, Marc-Amédée Gromier signalait que les principaux défenseurs de la dite confédération étaient, en France, Jules Grévy, Henri Brisson, Charles de Freycinet, Charles Duclerc ou Charles Floquet. Au Portugal, Reis Damaso, Carrilho Videira, Heliodoro Salgado, Joao Chrisostomo Melicio ou Theophilo Braga. En Espagne, Emilio Castelar, Pi y Margall, Paul y Angulo ou Vallés y Ribot. En Italie, Agostino Depretis, Ubaldino Peruzzi, Aurelio Saffi, Siro Cordi ou Diego Martelli. Ses organes de diffusion les plus importants étaient les journaux *Lega Latina*, *Confederazione Latina*, *Revue du Monde Latin*, *Echos de l'Union Latino-Américaine*, *Razza Latina*, *O Povo*, *El Federalista*, *Porvenir*, *A Discussao* ou *La Democracia*⁴¹.
- 28 Les projets défendus par tous ces activistes étaient divers. Pour Paúl y Angulo, il ne s'agissait pas d'assurer le leadership espagnol en Amérique latine, mais de promouvoir une aide mutuelle bénéfique pour tous. Il s'agissait d'établir la république en Espagne avec l'aide des « quarante millions de républicains de race hispanique » qui peuplaient le nouveau monde⁴². Ceci, en même temps, contribuerait au salut des républiques latino-américaines : ces derniers se déchiraient en des luttes intestines et révolutions stériles, et seulement la haine pour la monarchie et le combat pour la démocratie et la république pouvaient les réconcilier⁴³.
- 29 Les États-Unis d'Europe ont coexisté avec la *Démocratie Latine* dans l'imaginaire républicain espagnol. Les deux projets ont même été défendus successivement par les mêmes auteurs. Tous les deux montrent l'importance que la dimension transnationale a eue pour cette culture politique. Une dimension qui a eu des répercussions importantes dans la propre culture politique républicaine, dans ses discours et imaginaires, mythes et symboles, et identités politiques et sociales.

NOTES

1. Alberto Gil Novales, « Del liberalismo al republicanismo », dans José A. Piqueras et Manuel Chust (éd.), *Republicanos y repúblicas en España*, Madrid, Siglo Veintiuno de España Ed., 1996, p. 93. La même idée, dans Demetrio Castro, « Orígenes y primeras etapas del republicanismo en España », dans Nigel Townson (éd.), *El republicanismo en España (1830-1977)*, Madrid, Alianza, 1994.
2. Demetrio Castro, « Jacobinos y populistas. El republicanismo español a mediados del siglo XIX », dans José Álvarez Junco (éd.), *Populismo, caudillaje y discurso demagógico*, Madrid, CIS, 1987, p. 185.
3. Anna Maria Garcia Rovira, « Radicalismo liberal, republicanismo y revolución (1835-1837) », *Ayer*, n° 29, 1998.
4. José A. Piqueras, « Detrás de la política. República y federación en el proceso revolucionario español », dans José A. Piqueras et Manuel Chust (éd.), *Republicanos y repúblicas en España*, op. cit., p. 1.
5. « Manifiesto político de la Junta Nacional del Partido Democrático Español », Madrid, 1^{er} février 1858. PRO FO 72, 936, Howden à Malmesbury, 1-5-1858.
6. Antonio Angulo, *Estudios sobre los Estados Unidos de América : la democracia y el Self Government*, Madrid, A. Duran, 1865, p. 22. Angel Duarte (*Història del republicanisme a Catalunya*, Lleida, Vic, Eumo, 2004, p. 47 sq.) a insisté sur l'importance de ces événements.
7. *La Asociación*, 2-9-1856.
8. Demetrio Castro, « La Revolución Francesa y el republicanismo español del siglo XIX », Loreto Busquets (éd.), *Cultura hispánica y revolución francesa*, Rome, Bulzoni, 1990, p. 149.
9. *El Huracán*, 18-11-1841.
10. *La Asociación*, 2-9-1856.
11. José María Orense, *La democracia tal cual es*, Madrid, s. n., 1862, p. 57.
12. Emilio Castelar, *Historia del movimiento republicano en Europa*, t. I, Madrid, Manuel Rodriguez, 1873, p. 354.
13. José María Orense, *Derecho público republicano*, Madrid, s. n., 1870, p. 5.
14. José María Orense, *La democracia tal cual es*, op. cit., p. 16.
15. Emilio Castelar, *Historia del movimiento...*, op. cit., p. 22.
16. José María Orense, *La democracia tal cual es*, op. cit., p. 19.
17. Voir sur ce point-là Antonio Elorza, « El tema de Francia en el primer republicanismo español », dans Jean-René Aymes et Javier Fernández Sebastián (éd.), *L'image de la France en Espagne (1808-1850)*, Bilbao, UPV, 1997, p. 114-118.
18. Pedro Méndez de Vigo, *España y América en progreso*, Paris, H. Fournier, 1835, p. 87, 130, 133.
19. *El Huracán*, 11-2-1841.
20. *El Huracán*, 12-2-1841.
21. *El Huracán*, 11-2-1841.
22. Fernando Garrido, *La regeneración de España*, Barcelone, s. n., 1890, p. 37.
23. Eugenio García Ruiz, *La democracia, el socialismo y el comunismo según la filosofía y la historia*, Madrid, C. González, 1861, p. 107.
24. *Ibid.*, p. 109-111.
25. María Victoria López Cordón, *El Pensamiento político-internacional del federalismo español : 1868-1874*, Barcelone, Planeta, 1975, p. 39-41.
26. Nere Basabe Martínez, « Del imperio a la federación » : la idea de Europa en Francia, 1800-1848, Madrid, Universidad Complutense de Madrid, 2009, p. 514. José María de Orense, *Histoire du parti libéral en Espagne*, Bruxelles, Impr. de J.H. Briard, 1853.
27. Fernando Garrido, *La regeneración de España*, op. cit., p. 358.

28. *Ibid.*, p. 360.
 29. *El Huracán*, 10-2-1841.
 30. Pedro Méndez de Vigo, *España y América...*, *op. cit.*, p. 45, 80, 81.
 31. *El Tribuno*, 13-9-1854.
 32. Emilio Castelar, *Historia del movimiento...*, *op. cit.*, p. 8.
 33. *Ibid.*, p. 11.
 34. *Ibid.*, p. 13-14.
 35. *La Discusión*, 13-5-1857.
 36. Isidro Sepúlveda, *El sueño de la madre patria. Hispanoamericanismo y nacionalismo*, Madrid, Marcial Pons, 2005, p. 63 et 13.
 37. Leoncio López-Ocón, *Biografía de « La América ». Una crónica hispano-americana del liberalismo democrático español (1857-1886)*, Madrid, CSIC, 1987, p. 78, 79, 80, 81, 82.
 38. Víctor Peralta Ruiz, « Emilio Castelar y el hispanoamericanismo del siglo XIX », dans Mónica Quijada et Jesús Bustamante (éd.), *Élites intelectuales y modelos colectivos : mundo ibérico (siglos XVI-XIX)*, Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 2003, p. 286 et 290.
 39. *La América*, 24-6-1857.
 40. Lily Litvak, *Latinos y anglosajones : orígenes de una polémica*, Barcelone, Puvill, 1980, p. 18.
 41. Marc-Amédée Gromier, *Alliance latine et zollverein méditerranéen*, Florence, J. Pellas, 1885, p. 22.
 42. *La Época*, 24-7-1885.
 43. Léon Hugonnet, *Le réveil national*, Paris, V. Havard, 1886, p. 296.
-

RÉSUMÉS

Ce texte examine les traits principaux, les influences et les processus de formation de deux importants projets soutenus par les républicains espagnols du XIX^e siècle : les « États-Unis d'Europe » et la « Démocratie Latine ». Deux projets qui ont coexisté dans le temps et qui montrent l'importance que la dimension transnationale a eue dans la culture politique républicaine, dans ses discours et imaginaires, mythes et symboles, et identités politiques et sociales.

This paper examines the main features, influences and genesis of two major projects supported by Spanish Republicans in the nineteenth century: the "United States of Europe" and the "Latin Democracy". These two projects coexisted during the same period, showing the importance of the trans-national dimension in Republican political culture, through its discourses, images, myths and symbols as well as through political and social identities.

INDEX

Mots-clés : Espagne, transnationalisme, République, culture républicaine, républicanisme, démocratie, identité politique

Keywords : Spain, transnationalism, Republic, republican culture, republicanism, democracy, political identity

AUTEUR

FLORENCIA PEYROU

Florencia Peyrou est chercheur post-doctorant à l'Université Autonome de Madrid, elle s'intéresse surtout aux mouvements démocratiques et républicains ainsi qu'aux processus de démocratisation, politisation et construction de la citoyenneté. Parmi ses travaux : *Tribunos del pueblo. Demócratas y republicanos en el período isabelino* (2008) ; « L'émancipation de la famille humaine. Les relations internationales du républicanisme espagnol (1840-1868) », dans *La république en Méditerranée*, 2012, et « Spain and the Spaniards in the Creation of Europe's Transnational Democratic Political Culture, 1840-1870 », *Social History*, 2015.